L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 22 SEPTEMBRE 1851.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE.
No. 83, rue de Chartres.

JOURNAL OFFICIEL de l'Etat, du Conseil-Général, du Conseil de la Première Municipalité, et de la Commission de Législation.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 22 SEPTEMBRE.

CANDIDATS WHIGS.

POUR LE CONGRES.
Du District — J. ARISTIDE LANDRY.
Du District — JOHN D. ROSE.

LA CONVENTION WHIG.

Rendue ce 20 sept.

C'est aujourd'hui lundi, 22 du courant, que doit se réunir la Convention whig du 1er district congressionel, pour désigner un candidat pour le Congrès. Les délégués tiendront leur séance dans la vaste salle située au coin de la rue Moreau et des Champs-Elysées, au-dessus du restaurant du rez-de-chaussée. La lire et la plus centrale de la Nlle-Orléans, a mis que les rues St. Bernard et de Plaquemines ne sont pas représentées à l'Assemblée. On sait que de ces dernières la plus grande exactitude, car il s'agit de procéder à un acte important : la désignation d'un candidat qui rallie en sa faveur la majorité des suffrages et rallache à la cause whig notre portion du premier district de la Louisiane.

AVIS AUX DÉLÉGUÉS
DU 1ER DISTRICT CONGRESSIONNEL.

Il est urgent de trouver un local convenable pour la réunion de la convention du 1er district congressionel, c'est pourquoi une salle sur le côté méridional au coin de la rue Moreau et des Champs Elysées.

Les délégués tiendront leur séance dans la vaste salle située au coin de la rue Moreau et des Champs-Elysées, au-dessus du restaurant du rez-de-chaussée. La lire et la plus centrale de la Nlle-Orléans, a mis que les rues St. Bernard et de Plaquemines ne sont pas représentées à l'Assemblée. On sait que de ces dernières la plus grande exactitude, car il s'agit de procéder à un acte important : la désignation d'un candidat qui rallie en sa faveur la majorité des suffrages et rallache à la cause whig notre portion du premier district de la Louisiane.

CALIFORNIE.

Le *Empire City*, capitaine Tanner, est arrivé à New-York ce matin, venant de la Havane, nous a apporté des nouvelles de Californie à la date du 1er [illegible] passagers.

Le *Falcon* est parti pour New York dans la matinée du 17. Le *Falcon* devant quitter le port de la Havane le lendemain, 18, pour Chagres.

Les malles de San Francisco et dans d'autres villes de la Californie, et les bulletins qu'elles nous donnent sont ternes et monotones. Aucune nouvelle importante nous reçoivent il y a [illegible] jours. Pas de meurtres, pas de [illegible] pas de pendaisons. C'est [illegible] comme de vigilance ou de sûreté [illegible] entièrement soustraites à la [illegible] dans l'action [illegible] impunis.

Les rivières qui roulent des paillettes d'or [illegible] continuent à baisser, ce qui permet aux travailleurs de faire une plus ample [illegible] précieux minerai. D'une autre part, [illegible] quartz des montagnes pour en [illegible] chaque jour de nouvelles [illegible] dans leur mode d'exploitation.

[illegible] de diverses la Californie et de [illegible] ont fait deux États, [illegible] Sud sont tous en faveur de [illegible] cependant quelque [illegible] habitants du Nord.

[illegible] s'organisent à San Francisco. [illegible] considérable d'intérêt [illegible] commerce de bois en long [illegible] viennent épaves. On doit en grande [illegible] heureuses dispositions dont ils sont [illegible] et vers les blancs aux efforts [illegible] et constante tenue par la [illegible] Etats-Unis.

[illegible] nouvelles d'administrations s'accomplissent [illegible] à San Francisco.

[illegible] vert de l'or en plusieurs endroits [illegible] de Santa Cruz, mais aucun des [illegible] aussi abondant pour attirer les [illegible].

La [illegible] ne sera se portant avec une [illegible] dans toute la Californie. [illegible] généralement par une prodigieuse [illegible] et [illegible] ne paraissent [illegible].

[illegible] a acheté à Sacramento City au [illegible] d'août. Plusieurs bâtiments [illegible] et autres autres le théatre Tehama [illegible] ce n'est cependant pas [illegible] 75 000 dollars et ceci n'a que 8 $ 30,000.

Parmi les décès qui ont eu lieu dernièrement à San Francisco, nous remarquons ceux de [illegible] Hobart, Howard Smith et Thomas F. [illegible] de la Nlle Orléans.

OREGON.

Nous avons de l'Oregon une [illegible] 9 août. Les [illegible] sont terminées. Le Conseil [illegible] pour traiter avec eux derniers a été [illegible] ses pouvoirs transférés au surintendant [illegible] n'étant.

PANAMA.

Les [illegible] de Panama vont jusqu'au 2 août. [illegible] sur aucune cette ville ne laisse [illegible] désirer.

CHILI.

Nous [illegible] dans nos bureaux de journaux [illegible] du Chili jusqu'au 9 août. [illegible] n'offrent rien d'intéressant. Valparaiso [illegible] jouissait de l'élection du général [illegible] au poste d'président de la République.

ILES SANDWICH.

Nous [illegible] par la voie de San-Francisco des nouvelles des îles Sandwich jusqu'au 5 août. Le gouvernement s'est ajourné le 21 juin, après avoir voté des lois importantes. Environ [illegible] impôts seront été affectées à l'entretien [illegible] et des ponts et quarante-cinq [illegible] à la construction des prisons.

M. George M. Robertson a été nommé juge de circuit dans l'île d'Hawaï; M. A. W. Parker, avocat et de district dans le 2me district judiciaire, et Thomas H. Marshall, shérif de [illegible] de Kauai.

Le parlement a voté une résolution déclarant que la réclamation des Français n'était pas [illegible] et juste et que si ces derniers s'obstinaient à exiger une indemnité le devoir du Roi serait de se [illegible] la protection de quelque puissance amie.

AUSTRALIE.

Les dernières nouvelles de l'Australie, reçus par la voie de San Francisco, vont jusqu'au 22 mai. Le [illegible] législatif a été prorogé au 1er juillet. La New South Wales et la Colonie de Victoria [illegible] en divisions électorales distinctes. [illegible] découvert, à environ trente-cinq milles de Sydney, plusieurs mines d'or, et le gouvernement [illegible] à permis l'exploitation.

HAVANE.

L'*Empire City* nous a apporté des journaux de la Havane jusqu'au 17 courant, ainsi qu'une circulaire de M. Thrasher, propriétaire de l'ancien journal *Faro Industrial*. La circulaire de M. Thrasher a pour but de transmettre aux amis des prisonniers américains des renseignements précis sur ces derniers.

Il a été d'abord fort difficile d'avoir aucune communication avec les prisonniers confinés à la Havane, mais le consul anglais, M. Joseph T. Crawford, a pu dès le jour premier pénétrer jusqu'à eux. Ce n'est que le lendemain que le consul américain, M. Owen, s'est présenté, et il a été le découragement dans l'âme de ses malheureux compatriotes en leur déclarant qu'ils s'étaient mis hors la loi et qu'il ne pouvait rien pour eux. Le chancelier du consulat britannique, M. W. Sydney Smith, s'est fait remarquer par son empressement à secourir les prisonniers de toutes les nationalités; c'est par son entremise que les Américains de la Havane ont pu transmettre de l'argent et des vêtements aux expéditionnaires venus des États Unis.

Le secrétaire de la Société Allemande s'est également intéressé en faveur de ses nationaux et a obtenu la permission de leur envoyer des secours de toutes sortes.

Grâce à la cruelle indifférence de M. Owen, les prisonniers américains ont été d'abord négligés, tandis qu'on enlevait aux Anglais et aux Allemands les fers dont ils étaient chargés et qu'on les envoyait même à l'hôpital pour adoucir leur position. M. Owen sera certainement destitué par le président; un pareil homme est indigne de représenter une grande nation à l'étranger.

M. Thrasher ayant ouvert une souscription en faveur des prisonniers américains, a obtenu en fort peu de temps une somme considérable d'argent et une grande quantité de vêtements. Il a reçu des dons d'un grand nombre de Cubains qui se sont empressés de répondre à son appel.

Le capitaine-général s'est montré humain et compatissant; il a permis aux prisonniers d'écrire, de recevoir leurs amis, de faire acheter au dehors tous les objets dont ils pouvaient avoir besoin, et a ordonné qu'ils fussent traités avec la plus grande douceur. Cette noble conduite lui a valu la reconnaissance de tous les prisonniers.

Voici une liste des prisonniers américains et autres conduits à la Havane après la défaite de l'expédition Lopez. On verra que la plupart ont déjà été embarqués pour l'Espagne.

Envoyés en Espagne par le steamer Isabel la Catolica.

Charles A. Downer, Mobile; J St Levy, Québec; J D Hughes, Nlle Orleans; F D Houge, New Albany Ind.

Envoyés en Espagne par le navire Vénus.

Louis Schlesinger, Hungary; E H Mc Donald, Mobile; J Norton, Mobile; D E De Woll, Mobile; H J Thomason, Mobile; A R Wier, Mobile.

Envoyés en Espagne par le navire Primera de Guatemala.

Joaquin Casanova, Nlle Orleans; Wm H Mc Kinsey, Bordstown, Ky; Daniel Seay, Nlle Orleans; J D Baker, Nlle Orleans; Louis Sauder, Germany; Benjamin F Hanna, Baltimore; J G Dunn, Nlle Orleans; D Q Rousseau, Nlle Orleans; Wm H Craft, Memphis, Tenn; J C Bush, Nlle Orleans; T A Simpson, Philadelphia; W W Insley, Nlle Orleans; A T Pratt, Alabama; Thomas Hilton, Washington, D C; W C Wilkinson, Mobile; M Mullen, St Louis; P Lacoste, Nlle Orleans; Patrick Coleman, Nlle Orleans, M L Helton, New York; Jas Brady, Galena, Ill; Henry Schmidt, Nlle Orleans; George Foster, Nlle Orleans; Jas Chapman, Charleston; C Cook, Alabama; C Nbl, Berlin; Henry Hart, Petersburg, Va; Jacob Faust, St Louis; Patrick McGrath, Nlle Orleans; Chas J Dary, Nlle Orleans; S H Purnell, Nlle Orleans; Conrad Tailor, Berlin; Thos Denton, Nlle Orleans; C A Mc Murray, Baltimore; Antonio Hernandez, Havane; Elias J Otis, Dejonville, New York; Bernard Aiten, St Louis; John Chasagnac, Havane; Thos H Lee, Nlle Orleans; George Metcalf, Irlande; H H Metcalf, Irlande; Robert M Gilbert, Nlle Orleans; M K Smith, Kentucky; George R Wilson, Philadelphia; William H Vaughn, Kentucky; William H Guerrant, Jeff County, Va; Peter Mc Mullen, Irlande; John Driscoll, New York; Francis P Loyd, New York; Thomas R Munroe, Ame; Edward Weiss, Germanie; Robert Schutz, Prusse; C Schreck, Bade; George Holdship, St Louis; James H Hathaway, Nlle Orleans; Luke Daly, Nlle Orleans; William Wilson, Nlle Orleans; Thomas Daily, Nlle Orleans; James M Wilson, Nlle Orleans; Henry Sane, Liverpool, Wm H Hurd, Nlle Orleans; G Bonnal, Hongrie; Stenzer, Hongrie; Radnrz, Hongrie; Cormes, Hongrie; Petrie, Hongrie; Kercker, Hongrie; Young, Hongrie; Ngikos, Hongrie; Andelar, Hongrie; Michael Bito, Hongrie; David Woodson, Miss; Thomas Hudnall, Nlle Orleans; H Von Schleen, Boston; J B Gunst, New Orleans; Timothy K Henry, Natchez; Howard Parnel, —; John Mc Kinnon, Ecosse; Jas Carter, Nlle Orléans; John Carter, —; Bernard Mc Cabe, Irlande; John M Irby, Irlande; Hiram West, Spring Valley, Ohio; C Schmitz, —; Jas Hapbo, —; Benj Gannon, Cin. Ohio; Edward Cressy, —; Jas Donnithor, —; Hudson Nelson, —; S. Ludwig, Nlle Orleans; Charles Harrison, Nlle Orleans; Victor Dupuis, Nlle Orleans; Henry Sannyier, Nlle Orleans; George Quick, Philadelphie; Henry Mc Henry, Nlle Orleans; Jas D Donnelly, Potsville, Pa; Charles Gubin, Cin. Ohio; John Murtagh, Philadelphie; Thomas Mc Cleland, Irlande; John Mc Morris, Pittsburg; Pedro Mayo, Venezuela; Pedro Velazco, Cube, docteresse de Loyez; Manuel Fleury, Cube; Jacob Hanbele, Germanie; Louis Hackel, Suisse; Manuel Martinez, Havane; F A Lanie, Cube; F Mann, Hanovre, hy; John Boswell, Ecosse; W L Constantine, Canada; Wm Cousins, Lancoun, Eng; H Schmidt, Saxe; Conrad Reichold, Prusse; Jas Ogievie, Nlle Orléans; Harvey Williams, Nlle Orléans; John Cooper, —; Jas E Fagen, Ohio.

Allez d'un à la Havane une occasion pour l'Espagne.

C J Duffy, Nlle Orleans; Thos Little, Mobile; Lachael Geiger, Nlle Orleans; John D Brown, —; George S Berry, Cin, Ohio; Asher J Phillippe, New Orleans; Jacob Jeaselt, —; Thomas Bryant, —; John Bachelder, Nlle Orleans; John Brown, —.

A l'hôpital et complètement rétablis.

A L Alfonso, Cube, bras; Manuel Aragon, —, jambe; J B Ravira, Galicie, jambe; Preston Ewers, St Louis, la jambe légèrement; Robert H Ewe, Washington D C, main gauche; John Cline, Nlle Orleans, légèrement à la cuisse; N Fort, Prusse, légèrement au doigt; James Fiddes, Malte, les deux jambes; J C Potter, Dublin, poumne et le bras légèrement; G Richardson, Nlle Orléans, légèrement au bras; F Garcia, Havane, bras, N Lopez, facteur; P S Van Vechten, devré au capitaine; Andrae Gonzalez, en prison; Somers, Nlle Orleans, pardonner; M J Keenan, Mobile, légèrement au doigt; John Fallon, Nlle Orleans, légèrement à la main; José Dauren, Cube, légèrement au côté; Wilson A Reves, Miss, leg. rement à la jambe; William Lowrey, Nlle Orleans, au doigt; Thomas Mc Neil, Irlande Co Geo, malade; Henry Jasper, Suisse, légèrement au pied; L Palanka, Hongrie, légèrement blessé; Wm Miller, New hampton, Eng, légèrement au doigt; H H Weymouth, Natchez, Ten., légèrement à la main; John Robinson, Angleterre, légèrement au coté; George Edgerton, Natchez, malade; Capitaine Lopez, en prison; John Herren, détenu ici; J A Kelly et H S Haynes, idiotes; J S Davis, Nlle Orleans, blessé à l'épaule.

LOTERIE DE LA HAVANE.—Voici les numéros qui ont gagné les principaux lots au tirage de la loterie de la Havane qui a eu lieu le 12 de ce mois :

No 35,040—$30,000 ; 21 883—16,000 ; 18,647—12,000 ; 23,880—6,000 ; 8 201—2,000 ; 8,457—2,000 ; 28,631—2,000 ; 36,071—2,000 ; 1,318—1,000 ; 1,795—1,000 ; 8,683—1,000 ; 19,535—1,000 ; 13,074—1,000 ; 17,547—1,000 ; 35,019—1,000.

WISCONSIN.—Les démocrates du Wisconsin réunis en convention ont désigné M. A. J. Upham, ancien maire de Melwaukee, comme leur candidat pour la place de gouverneur de l'Etat.

NEW-YORK.—La Convention whig de l'Etat de New-York s'est ajournée le 19 de ce mois après avoir formé le ticket suivant : pour juge de la Cour d'appel, Samuel Foot, pour secrétaire d'Etat, James C Forsythe; pour controleur, G. W. Patterson; pour trésorier, James M. Cook; pour avocat-général, Daniel Ulman; pour ingénieur d'Etat, Hezekiah C Seymour; pour commissaire des canaux, Henry Fitzhugh; pour inspecteur des prisons d'Etat, Alexandre H. Wells.

CHRONIQUE LOCALE.

Vendredi dernier, deux montres en or ont été volées à des passagers à bord du steamer *Florida*. Trois individus nommés Francis Humphries, J Marquess et L. Price sont accusés de ce vol. Deux témoins d'accusation ont été lancés contre ces individus.

ABUS DE CONFIANCE.—L. A. Faure a fait un affidavit hier devant le recorder Genois contre Joseph Durand qu'il accuse d'avoir commis un abus de confiance à son préjudice en disposant d'un cheval qu'il lui avait prêté. Un warrant a été lancé contre l'accusé.

FRANCE.

Si quelques conseils généraux, à une faible majorité, se déclarent en faveur de la révision, on peut affirmer que ce sera contrairement à l'opinion de leurs départements respectifs. Des journaux qui comptent un grand nombre de lecteurs, et qui exercent une influence positive par leurs services, ont entrepris de démontrer aux assemblées départementales l'illégalité des vœux politiques, et développent, avec une vigueur et une logique irrésistibles, les arguments qu'a fait valoir la presse parisienne.

La *Tribune de la Gironde* rappelle au conseil général siégeant à Bordeaux la loi constitutive du 22 juin 1833, et la loi d'attribution du 10 mai 1838. L'article 7 de cette dernière loi, que les provocateurs de délibérations révisionnistes cessent d'oublier, autorise les conseils généraux à prendre, au minimum de l'intérêt des réclamations *dans l'intérêt spécial* du département, ainsi que leur opinion sur l'état et les besoins des différens services publics, en ce qui touche *le département*.

La *Tribune* les cite, et ajoute :

"Répondez ; de bonne foi, messieurs, le vœu de révision légale ou illégale de la constitution que réclame la république entière appartient-il à la catégorie des mesures que la législature a voulu désigner en parlant de celles qui *intéressent spécialement le département* ? Qu'est-ce qu'un intérêt spécial à un département ?—C'est évidemment un intérêt particulier, qui n'existe pas ou qui peut ne pas exister dans un autre département. Ainsi, pour citer quelques faits, la préservation de la Pointe-de-Grave est un intérêt spécial pour la Gironde; mais nul pour l'Isère.—La construction du chemin de fer de Bordeaux à Cette est un intérêt spécial pour la Gironde, la Haute Garonne, l'Aude; mais pour le Nord ou le Pas-de-Calais, &c., &c.—Mais la révision de la constitution intéresse-t-elle spécialement la Gironde, exclusivement à tout autre département ?—Non; c'est une affaire d'intérêt général, moral, politique, universel; elle n'est donc pas de celles sur lesquelles la loi organique constitutionnelle départementale a autorisé les conseils généraux à *présenter des observations.*"

Le *Courrier de la Moselle* invoque aussi les lois des 22 juin 1833 et 10 mai 1838. Il fait observer que l'assemblée législative elle même, après un remarquable discours de M. Dufaure, a repoussé une proposition qui tendait à altérer, dans des circonstances très exceptionnelles, en cas de guerre civile, la mission toute locale des conseils généraux. Il démontre péremptoirement les conséquences funestes des nouvelles fonctions qu'on veut leur conférer.

"Il s'agit de l'unité de la France, de l'unité du gouvernement, conquête précieuse de notre grande révolution ; il s'agit de préserver le pays de l'anarchie et de la féralisme.

"Que les conseils généraux, subissant la pression des circonstances, pénétrent une fois dans le domaine de la politique, il n'y aura bientôt plus de limite aux empiétemens ; les passions viendront s'entrechoquer dans ces assemblées transformées en arènes ouvertes aux factions, et usurper la place et le temps réservés à l'examen, à la discussion calme et impartiale des intérêts départementaux. Vienne une crise gouvernementale, et alors, suivant les hasards des majorités, nous verrons une lutte violente s'engager entre les représentans du pouvoir exécutif et les conseils locaux, l'administration compromise par le scandale des conflits personnels, et bientôt désorganisée par la confusion de tous les pouvoirs. Quatre-vingt-six assemblées, ou seraient débattus en même temps, sous la forme de vœux généraux, les matières de la constitution, le chiffre d'un gouvernement, les tendances de la politique générale et la nomination du ministère, etc., quel idéal à proposer à l'admiration des amis de l'ordre !

"Pour nous, c'est l'image du chaos, où des imprudens s'efforcent de conduire la France de gaîté de cœur.

"Serait ce là le mandat que les électeurs ont voulu confier aux membres des conseils généraux?

Non, sans doute, et le ministère lui-même le reconnaissait implicitement quand il frappait de rejet la délibération du conseil d'arrondissement de Limoges ; mais, dans cette question comme dans tant d'autres, il y a deux poids et deux mesures. Peu lui importe la légalité ! Il sert arbitrairement contre ceux qui résistent, et encourage de son patronage ceux qui favorisent ses vues. Peu lui importent les besoins et les intérêts des populations, pourvu qu'il ressuscite dans ses plans de brouillerie et qu'il obtienne des pétitions pour le Palais de l'Elysée. C'est en vain qu'on lui a prouvé que la révision ne peut s'accomplir par les voies légales : il n'en persiste pas moins à tolérer des vœux dont il prévoit cependant l'impuissance, puisqu'il s'efforce en même temps de combiner des solutions. Il n'en pourrait pas moins se marché aventureuse. Mais où le conduira-t-elle ?

(*Siècle.*)

CHRONIQUE EUROPÉENNE.

La *Gazette de Breslau* avenue d'ordinaire beaucoup de nouvelles : aussi, bien que nous n'ajoutions pas une foi entière à tout ce que peuvent donner quelque vraisemblance à ce que dit aujourd'hui cette gazette d'un plan conçu pour percer à jour les intentions du gouvernement français, nous ne le reproduisons que sous toutes réserves :

"VIENNE, 24 août.

"S. M. l'empereur se rendra d'ici à Venise pour une entrevue avec notre auguste souverain, avec l'altesse de la légation de Rome, et avec d'autres. On dit même que le pape s'y tendra aussi pour amener une solution en fait de la question concernant la garnison française à Rome. On ne [illegible] aucun [illegible] de part du pape, on verra clairement que les Français sont à Rome, non pour le protéger, mais pour le surveiller ; si, au contraire, il laisse [illegible] le pape à la dignité [illegible] gouvernement aura à Bologne, où, placé sous la protection des baïonnettes autrichiennes, il pourra maintenir sa souveraineté et exiger l'évacuation de Rome par les Français, et alors on saura s'il veut [illegible] le [illegible] et de braver ouvertement tous ses protecteurs.

"Ainsi, le voyage du pape à Vérone serait de la plus haute importance, et voilà pourquoi on [illegible] à cette entrevue du roi de France avec l'empereur."

La *Gazette de Vienne* du 24 août contient dans sa partie officielle une ordonnance de remplacement qui a pour objet de dissoudre la garde nationale de l'empire.

"Les armes qui vont être remises par les gardes nationaux dans les dépôts d'où elles ont été tirées. Il en sera de même des armes qui auraient achetées, sauf indemnité préalable.

"Sont maintenus les corps de bourgeoux et de chasseurs dans les localités où ils existent en vertu de contrat ou de statuts particuliers, sous toute réserve d'une révision de leurs statuts.

"Quant à ceux de ces corps qui ont été immédiatement dissous, S. M. réserve de décider s'il y a lieu de les rétablir.

"Donné à Vienne, le 22 août 1851.

"Signé, FRANÇ 15 Je etc.

"Suivent les signatures des ministres."

On écrit de Florence, 19 août, à l'*Opinione* de Turin :

"Dans la nuit de dimanche au lundi, on a arrêté un Anglais nommé Walker, ainsi que trois ou quatre Florentins qui logeaient chez lui à la rue de l'Isolati. Ce Walker est un grand ami du comte Guicciardini, temporairement exilé de Toscane pour la même motif, par ordre de la police. Mais mon ventre y a que récemment été [illegible] à Londres, la cause de laquelle il ne pouvait se porter devant les tribunaux ordinaires, attendu que le code Toscan ne considère pas comme un délit le fait de quelques individus réunis pour aller à table et la consommer même dans le sexe procréateur. Jusqu'à présent rien n'avait été [illegible] de cruel à soupçonner depuis que le libéralisme a commencé à [illegible] parler de la liberté, gouvernement de la chose [illegible] changé d'aspect. Si on continue à marcher ainsi, l'impuissance sera bientôt [illegible].

"Le journal le *Contitutionnale* a reproduit un article de la *Gazette d'Augsbourg*, contenant un extrait des lettres de M. Gaudissone, qui partait de M. Fortou.

"Peu de gens, à Florence, ont vu ces lettres; quelques journaux qui en ont eu cependant excité la curiosité. Cet extrait avait, en conséquence, été recherché et lu avec avidité.

"Ce malin à ce que dit un gentilhomme que j'ai des motifs de croire bien informé), le prêt a communiqué au directeur de ce journal un ordre qui lui prescrivait de ne plus rien reproduire de ces lettres, même de n'en point parler, sous peine de suppression."

VIENNE, 14 août.—Un correspondant de la *Gazette de Silesie* annonce que le gouvernement bavarois a fait remettre, il y a huit ou dix jours, à la diète germanique, une note dans laquelle il déclare qu'il protestera contre toute tentative qui serait faite pour modifier les constitutions des petits États contre le gré des gouvernemens. Notre cabinet a répondu dans les termes suivans : Jamais l'Autriche n'a eu l'idée d'appuyer une pareille tentative, bien plus, elle est d'accord avec la Bavière sur ce point que la volonté des gouvernemens particuliers doit être respectée.

BERLIN, 21 août—Les gouvernemens de Prusse et d'Autriche ont résolu de ne retirer du Holstein les troupes fédérales qu'après que le règlement des frontières aurait eu lieu, et que la question concernant la forteresse de Rendsbourg sera décidée ; ainsi, il n'est pas probable que la diète germanique ordonne de sitôt au deux que lui a exprimé le gouvernement danois.—Le colonel Schmidt, Oldenbourg et quatre commissaire prussien du règlement des frontières, est venu ici pour faire un rapport et recevoir des instructions définitives du gouvernement.

FRANCFORT, 22 août—L'Angleterre et la France ont fait une seconde protestation contre l'entrée de l'Autriche dans la confédération germanique avec tous ses États, et l'on croit que cette protestation produira plus d'effet que la première. Cependant, on peut dire quelque chose sur cette question, le vent ne souffle plus aussi favorablement pour l'Autriche. Plusieurs petits États repoussent l'incorporation demandée, parce qu'ils la regardent comme tendant à diminuer leurs droits. La Prusse aussi ne verrait pas avec plaisir cette incorporation.

Le *Sun* publie deux lettres de M. Victor Hugo et de son fils M. Charles Hugo, en réponse à l'adresse que ce dernier a eu récemment de plusieurs journaux anglais, à l'occasion de sa condamnation. Nous reproduisons la première, ainsi qu'une partie de la seconde.

"Paris, 20 août 1851.

"Monsieur,

"Je laisse la parole à mon fils. C'est à lui de dire à vos bons confrères tout ce que nous a fait éprouver la grande aide de sympathie qui vient le trouver aujourd'hui au fond de sa prison. Vous faites mieux que le récompenser, vous le glorifiez. Ce combat homérique de sa vie d'avoir été l'occasion d'une telle manifestation. Cette manifestation est plus qu'une lettre adressée par des écrivains libres à un écrivain opprimé : c'est le signe d'alliance de toutes les forces de la civilisation, convergeant désormais vers un but commun ; c'est la communion de deux grands peuples dans une idée d'humanité.

"Recevez, monsieur, et veuillez transmettre à vos très honorables amis l'expression de ma vive cordialité et de ma profonde reconnaissance.

"VICTOR HUGO."

"Prison de la Conciergerie, 20 août 1851.

"Messieurs et chers confrères de la Grande-Bretagne et de l'Irlande,

"Je vous remercie au fond du cœur des paroles que vous voulez bien m'adresser. Si je faisais là la condamnation qui me frappe l'honneur de m'en attrister, ce témoignage mémorable de vos généreuses sympathies suffirait à m'en consoler. J'en suis touché, confus et fier ; et je cherche en vain dans mots pour vous exprimer ma gratitude de tant de bienveillance, moi qui ne fus qu'un des moins éprouvés parmi les journalistes de notre presse et qu'un des plus obscurs parmi ceux de notre pays.

"Vous me payez et bien au delà mes six mois de captivité. J'ignore si j'ai mérité une telle peine ; mais je sais bien que je n'ai pas mérité une telle récompense. Permettez-moi donc, messieurs, de vous dédier ce vers, qui ne sera [illegible] dans la cause qui m'a fait condamner, et le sentiment même dont ce sont inspirés vos paroles me dépasse de toute la hauteur de cette immense question de l'invisibilité de la vie humaine qui trouble depuis si longtemps la conscience des législateurs. Oui, messieurs, tous ceux qui font la voire nécessaire n'y ont pu voir que ce double fait ; un grand peuple tendant la main à une grande idée, la presse en glaise tendant la main à la presse française.

CHARLES HUGO."

QUESTION D'EGYPTE.

Le prince Callimachi, ambassadeur de la Porte Ottomane, a adressé aux journaux de Paris la lettre suivante sur la question d'Egypte, question qui menace encore une fois de troubler les bons rapports entre la France et l'Angleterre.

"Monsieur,

"La loyauté et la bonne foi avec lesquelles vous traitez toutes les questions me font espérer que vous accueillerez quelques observations que m'a inspirées votre article du 21 août sur l'affaire d'Egypte.

"Vous rendez justice à la sincérité de Pacha réformateur du grand vizir Réchid-Pacha ; vous dites que le sultan Abdul-Medjid est un prince rempli d'intentions généreuses et dévoué aux progrès de la civilisation ; vous rendez justice à mon souverain, et je vous en remercie.

"N'ayant en vue pour le moment que l'affaire d'Egypte, je ne veux pas discuter le point sur lequel vous différez d'avis avec Réchid-Pacha, celui d'opter entre la fédéralisation et une administration unitaire.

"Vous rappelez la parole de Lord Palmerston en 1840, disant que le pacha d'Egypte, sauf l'hérédité, devrait être un pacha comme un autre, et vous pensez que les traités intervenus ont enfermé la parole de lord Palmerston, et qu'aujourd'hui la Porte ne comprend plus bien la mesure des droits et des devoirs réciproques.

"Quels sont donc ces droits et ces devoirs ? Lisons l'acte additionnel du 15 juillet 1840 signé à Londres :

"Le sultan accorde l'hérédité aux descendans de Méhil, c'est la seule obligation du sultan.

"Le pacha d'Egypte s'engage à appliquer à la province qu'il administre *toutes les lois de l'empire ottoman.*

"Le pacha d'Egypte percevra, au nom de Sa Hautesse et comme son délégué dans les provinces dont l'administration lui est confiée, les taxes et les impôts fixés par les lois ; il pourvoira aux dépenses de l'administration ; il paiera au trésor central un chiffre convenu d'avance ; s'entendra l'armée, qui fera partie des forces de l'empire ottoman.

"Voilà les devoirs du pacha d'Egypte.

"En quoi donc la Sublime Porte a-t-elle dépassé les limites de son droit suzerain ! Elle veut que Méhémet-Ali, ses collaborateurs ou leurs successeurs soient *spécialement le département* ! Qu'est-ce qu'un intérêt spécial à un département ?—C'est évidemment un intérêt particulier, qui n'existe pas ou qui peut ne pas exister dans un autre département. Ainsi, pour citer quelques faits, la préservation de la Pointe-de-Grave est un intérêt spécial pour la Gironde ; mais nul pour l'Isère.—La construction du chemin de fer de Bordeaux à Cette est un intérêt spécial pour la Gironde, la Haute Garonne, l'Aude ; mais pour le Nord ou le Pas-de-Calais, &c., &c.—Mais la révision de la constitution intéresse-t-elle spécialement la Gironde, exclusivement à tout autre département ?—Non ; c'est une affaire d'intérêt général, moral, politique, universel ; elle n'est donc pas de celles sur lesquelles la loi organique constitutionnelle départementale a autorisé les conseils généraux à *présenter des observations.*"

Le *Courrier de la Moselle* invoque aussi les lois des 22 juin 1833 et 10 mai 1838. Il fait observer que l'assemblée législative elle même, après un remarquable discours de M. Dufaure, a repoussé une proposition qui tendait à altérer, dans des circonstances très exceptionnelles, en cas de guerre civile, la mission toute locale des conseils généraux. Il démontre péremptoirement les conséquences funestes des nouvelles fonctions qu'on veut leur conférer.

"Il s'agit de l'unité de la France, de l'unité du gouvernement, conquête précieuse de notre grande révolution ; il s'agit de préserver le pays de l'anarchie et de la féralisme.

"Que les conseils généraux, subissant la pression des circonstances, pénètrent une fois dans le domaine de la politique, il n'y aura bientôt plus de limite aux empiétemens ; les passions viendront s'entrechoquer dans ces assemblées transformées en arènes ouvertes aux factions, et usurper la place et le temps réservés à l'examen, à la discussion calme et impartiale des intérêts départementaux. Vienne une crise gouvernementale, et alors, suivant les hasards des majorités, nous verrons une lutte violente s'engager entre les représentans du pouvoir exécutif et les conseils locaux, l'administration compromise par le scandale des conflits personnels, et bientôt désorganisée par la confusion de tous les pouvoirs. Quatre-vingt-six assemblées, ou seraient débattus en même temps, sous la forme de vœux généraux, les matières de la constitution, le chiffre d'un gouvernement, les tendances de la politique générale et la nomination du ministère, etc., quel idéal à proposer à l'admiration des amis de l'ordre !

"Pour nous, c'est l'image du chaos, où des imprudens s'efforcent de conduire la France de gaîté de cœur.

"Serait ce là le mandat que les électeurs ont voulu confier aux membres des conseils généraux?

Non, sans doute, et le ministère lui-même le reconnaissait implicitement quand il frappait de rejet la délibération du conseil d'arrondissement de Limoges ; mais, dans cette question comme dans tant d'autres, il y a deux poids et deux mesures. Peu lui importe la légalité ! Il sert arbitrairement contre ceux qui résistent, et encourage de son patronage ceux qui favorisent ses vues. Peu lui importent les besoins et les intérêts des populations, pourvu qu'il ressuscite dans ses plans de brouillerie et qu'il obtienne des pétitions pour le Palais de l'Elysée. C'est en vain qu'on lui a prouvé que la révision ne peut s'accomplir par les voies légales : il n'en persiste pas moins à tolérer des vœux dont il prévoit cependant l'impuissance, puisqu'il s'efforce en même temps de combiner des solutions. Il n'en pourrait pas moins se marché aventureuse. Mais où le conduira-t-elle ?

(*Siècle.*)

CHRONIQUE EUROPÉENNE.

La *Gazette de Breslau* avenue d'ordinaire beaucoup de nouvelles : aussi, bien que nous n'ajoutions pas une foi entière à tout ce que peuvent donner quelque vraisemblance à ce que dit aujourd'hui cette gazette d'un plan conçu pour percer à jour les intentions du gouvernement français, nous ne le reproduisons que sous toutes réserves :

"VIENNE, 24 août.

"S. M. l'empereur se rendra d'ici à Venise pour une entrevue avec notre auguste souverain, avec l'altesse de la légation de Rome, et avec d'autres. On dit même que le pape s'y tendra aussi pour amener une solution en fait de la question concernant la garnison française à Rome. On ne [illegible] aucun [illegible] de part du pape, on verra clairement que les Français sont à Rome, non pour le protéger, mais pour le surveiller ; si, au contraire, il laisse [illegible] le pape à la dignité [illegible] gouvernement aura à Bologne, où, placé sous la protection des baïonnettes autrichiennes, il pourra maintenir sa souveraineté et exiger l'évacuation de Rome par les Français, et alors on saura s'ils veulent [illegible] le [illegible] et de braver ouvertement tous ses protecteurs.

"Ainsi, le voyage du pape à Vérone serait de la plus haute importance, et voilà pourquoi on [illegible] à cette entrevue du roi de France avec l'empereur."

La *Gazette de Vienne* du 24 août contient dans sa partie officielle une ordonnance de remplacement qui a pour objet de dissoudre la garde nationale de l'empire.

"Les armes qui vont être remises par les gardes nationaux dans les dépôts d'où elles ont été tirées. Il en sera de même des armes qui auraient achetées, sauf indemnité préalable.

"Sont maintenus les corps de bourgeoux et de chasseurs dans les localités où ils existent en vertu de contrat ou de statuts particuliers, sous toute réserve d'une révision de leurs statuts.

"Quant à ceux de ces corps qui ont été immédiatement dissous, S. M. réserve de décider s'il y a lieu de les rétablir.

"Donné à Vienne, le 22 août 1851.

"Signé, FRANÇ 15 Je etc.

"Suivent les signatures des ministres."

On écrit de Florence, 19 août, à l'*Opinione* de Turin :

"Dans la nuit de dimanche au lundi, on a arrêté un Anglais nommé Walker, ainsi que trois ou quatre Florentins qui logeaient chez lui à la rue de l'Isolati. Ce Walker est un grand ami du comte Guicciardini, temporairement exilé de Toscane pour la même motif, par ordre de la police. Mais mon ventre y a que récemment été [illegible] à Londres, la cause de laquelle il ne pouvait se porter devant les tribunaux ordinaires, attendu que le code Toscan ne considère pas comme un délit le fait de quelques individus réunis pour aller à table et la consommer même dans le sexe procréateur. Jusqu'à présent rien n'avait été [illegible] de cruel à soupçonner depuis que le libéralisme a commencé à [illegible] parler de la liberté, gouvernement de la chose [illegible] changé d'aspect. Si on continue à marcher ainsi, l'impuissance sera bientôt [illegible].

"Le journal le *Contitutionnale* a reproduit un article de la *Gazette d'Augsbourg*, contenant un extrait des lettres de M. Gaudissone, qui partait de M. Fortou.

"Peu de gens, à Florence, ont vu ces lettres; quelques journaux qui en ont eu cependant excité la curiosité. Cet extrait avait, en conséquence, été recherché et lu avec avidité.

"Ce matin à ce que dit un gentilhomme que j'ai des motifs de croire bien informé), le prêt a communiqué au directeur de ce journal un ordre qui lui prescrivait de ne plus rien reproduire de